

### Élevage de bovins pour la viande : beaucoup de capitaux, peu d'endettement mais la rémunération des actifs est faible

**Le secteur d'élevage de bovins pour la viande a connu une décennie 2000 tendue : investissements élevés (Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole) et revenu en forte baisse (stagnation de la consommation des ménages, hausse du prix des intrants). Cependant, grâce à un endettement maîtrisé et une gestion prudente des cycles de production les éleveurs ont plutôt bien amorti ces chocs... Mais au prix de revenus qui se dégradent sur long terme.**

En décembre 2013 et juillet 2014, nous avons publié une analyse financière des exploitations agricoles spécialisées dans le lait, et les COP, respectivement. Nous poursuivons ce cycle de publication avec une analyse financière des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins pour la viande. La raison d'être de cette approche est d'examiner les conditions financières de la croissance des exploitations (endettement, capitaux par actif, retour sur investissements) et de leur gestion financière du cycle annuel de production (dettes de court terme, conditions de paiement avec les fournisseurs et les clients). Ces travaux mobilisent les données comptables de l'échantillon des 719 exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins pour la viande, collectées dans le Réseau d'Informations Comptables Agricoles (RICA, cf. la partie méthodologique de ce dossier).

Contact : Didier CARAES

### Un niveau de capital par exploitation très élevé dans le secteur des bovins-viande

Dans le recensement agricole de 2010, on comptait 33 000 exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins pour la viande soit 10,4 % des exploitations (à l'exclusion des exploitations de petite dimension, cf. la partie "Méthodologie" de ce dossier). Au regard des autres orientations de production, l'élevage de bovins pour la viande se distingue sur trois points :

- c'est une activité lourde en capitaux. En effet, le capital productif (Immobilisations + Besoin de Fonds de Roulement) d'un élevage de bovins pour la viande était en moyenne de 350 000 € en 2012, contre 240 000 €, en moyenne, toutes orientations confondues,
- l'endettement des éleveurs est faible. Le taux d'endettement (dettes court, moyen, long terme) des éleveurs est de 30 % contre 40 %, en moyenne nationale,
- la rémunération du capital est limitée. Le revenu moyen des élevages de bovins viande est inférieur à la moyenne nationale ; compte tenu de l'importance des capitaux mobilisés, cela conduit à une rémunération du capital très en dessous de la moyenne.

Dans le fond, si on devait résumer le profil type de ce secteur d'activité (et pour tout dire un profil très stéréotypé, compte tenu de notre méthode d'analyse), on dirait que le chef d'une exploitation spécialisée dans l'élevage de bovins viande mobilise un capital très lourd, pour un revenu annuel plutôt faible, mais que ce capital lui appartient.

De fait, dans ce profil-type (stéréotype), apparaît une stratégie de conservation et de reproduction d'un patrimoine économique. Sur le court terme, la gestion des éleveurs est marquée par la prudence. Les stocks progressent peu, les dettes financières de court terme sont faibles et stables, seules la valeur des dettes vis-à-vis des fournisseurs augmentent.

In fine, l'ensemble des mouvements financiers de court, moyen et long terme engagés par les exploitants d'élevage de bovins pour la viande s'équilibrent ; cela leur permet de dégager des disponibilités de trésorerie parfois abondantes ce qui n'est pas de trop dans une économie globale marquée par des revenus instables, orientés à la baisse ces dernières années à la moyenne du secteur. Dans ce contexte, les jeunes (moins de 40 ans) sont dans une économie assez différente. Ils mobilisent plus de capitaux que leur aînés, leur endettement est plus élevé, pour des revenus à peine supérieur mais in fine, une rémunération du capital légèrement inférieure.

#### Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V  
75008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
Email : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)  
**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Etablissement public  
Siret 180070047 00014  
[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)

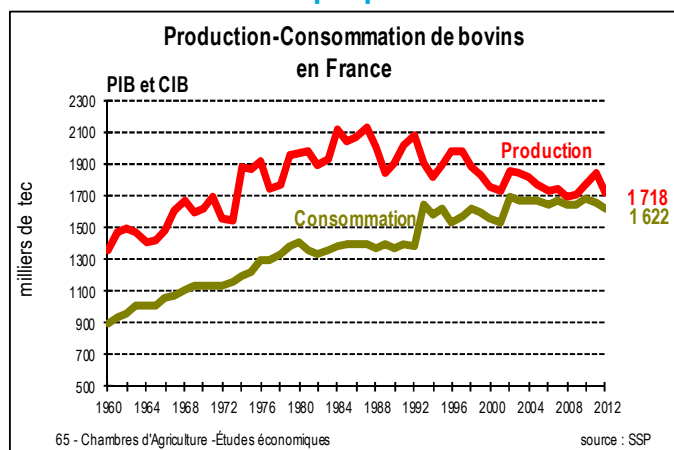


Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Avec la participation financière du CasDAR

## Économie du secteur de la viande bovine : la demande intérieure s'essouffle mais le commerce extérieur du secteur reste excédentaire

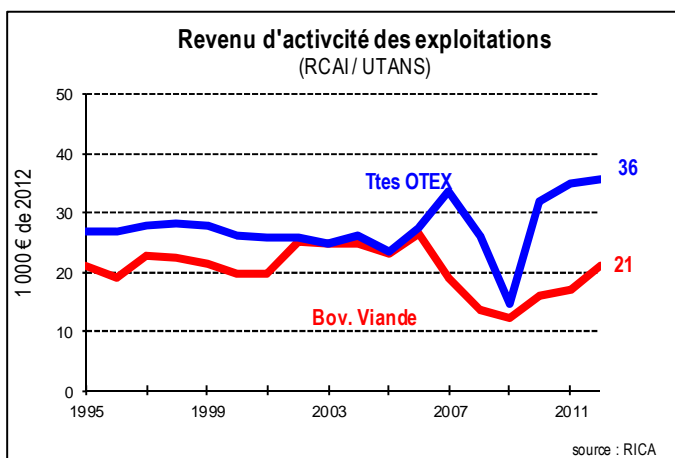
**Graphique 1**



La progression de la consommation de viande bovine par les ménages français a été le symbole de l'amélioration de leurs conditions de vie durant la période de croissance économique des "Trente glorieuses" (1945-1975). Mais depuis, la consommation des ménages s'est ralentie en raison de la concurrence des viandes blanches (porcs et volailles) moins coûteuses, de la stagnation de leurs revenus de ces dernières années, et sans doute aussi de changements dans les pratiques alimentaires où apparaît une certaine défiance pour la consommation de viande (graphique 1). Du côté, du commerce extérieur, le secteur est excédentaire (900 millions d'€ en 2012, source GEB-Idele).

## Partie 1—Cycle de long terme, cycle d'accumulation du capital : croissance modérée du capital et faible endettement des exploitations (graphique 2)

**Graphique 2**

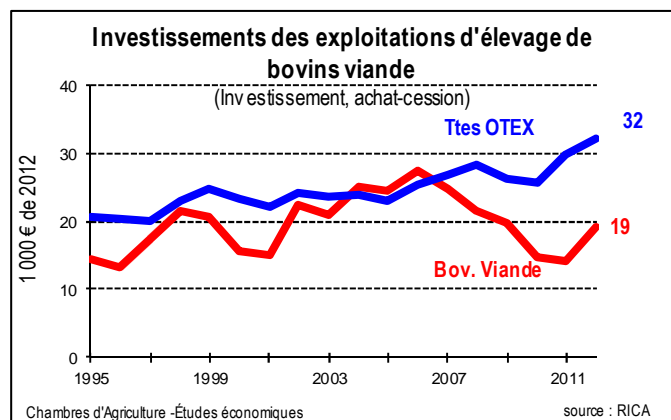


### Le revenu de l'élevage bovin a décroché de la moyenne nationale

La fin de la décennie 2000 a été particulièrement difficile pour les éleveurs. Du côté des débouchés, les consommateurs ont réduit leurs achats de viande bovine en raison de l'érosion de leur revenu (impact de la crise). Dans le même temps, les éleveurs ont acheté leurs intrants à des prix élevés (alimentation des animaux, énergie). Cela a conduit à une baisse du revenu moyen des éleveurs. La hausse du revenu moyen du secteur depuis 2009 a été insuffisante pour combler son déficit de croissance vis-à-vis de la moyenne nationale.

*Revenu Courant Avant Impôts (RCAI) : production de l'exercice + subventions d'exploitation - consommations intermédiaires (charge d'approvisionnement, charge de services divers) - amortissements - autres charges courantes (impôts et taxes, charges de personnel, loyers et fermages, dotations aux amortissements, charges financières) - charges financières nettes. Unité de Travail Annuel Non Salarié : nombre d'actifs non salariés (chefs d'exploitation, co-exploitants, actifs familiaux) en équivalent temps plein.*

**Graphique 3**

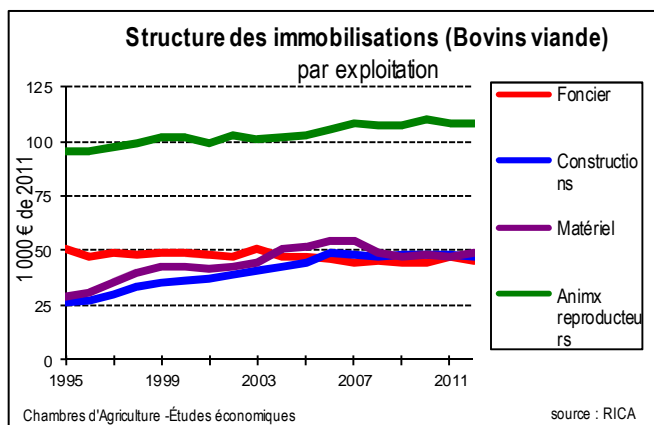


### Un net effort d'investissement jusqu'en 2006 (graphique 3)

Pour se conformer au Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA), les éleveurs ont été amenés à investir afin de moderniser leurs bâtiments et matériels. La chute de leur revenu à partir de 2006 a conduit à un arrêt net à cet effort d'investissement jusqu'à la reprise de 2012.

*Investissements : acquisitions d'immobilisations - cessions d'immobilisations + variation de stock d'animaux reproducteurs*

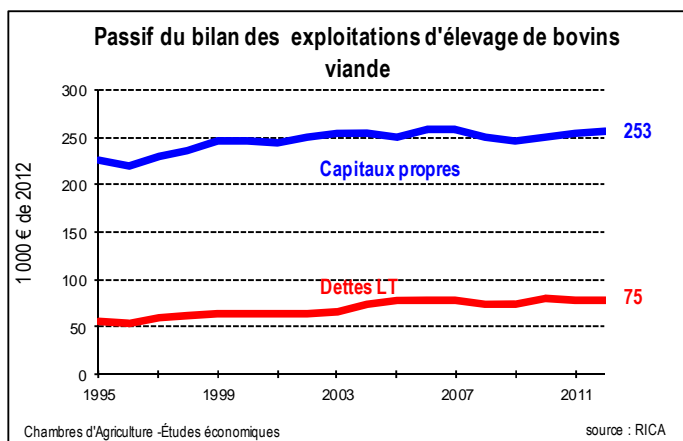
**Graphique 4**



**Le cheptel reproducteur est le poste d'immobilisation le plus important des éleveurs (graphique 4)**

Les immobilisations moyennes des exploitations d'élevage de bovins viande s'élevaient à 257 000 € en 2012. L'effort d'investissement des éleveurs a été intense jusqu'en 2006 et a porté sur le matériel et les bâtiments, ce qui est visible dans la structure des actifs immobilisés par une progression de ces deux postes. La croissance du poste des animaux reproducteurs est la traduction comptable de l'agrandissement des exploitations. On ne s'attardera pas sur la baisse de la valeur du foncier au bilan des exploitations dont on a dit les difficultés d'interprétation (cf. méthodologie).

**Graphique 5**

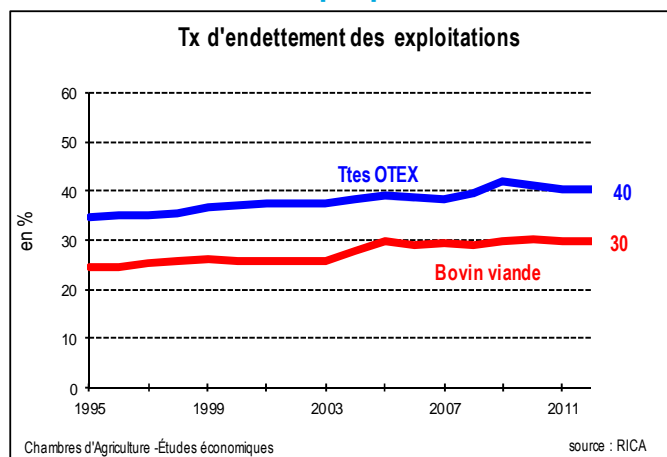


**Les capitaux propres des exploitations sont élevés (graphique 5)**

Le capital productif (immobilisations) des exploitations est élevé comme on vient de le voir. Il est majoritairement la propriété des exploitants. Dans le passif de leurs bilans, les capitaux propres s'élèvent en moyenne à 257 000 € et les dettes à long terme sont contenues à un niveau nettement inférieur, 75 000 €.

*Capitaux propres : capital social initial + résultats mis en réserve + subventions d'investissements*  
*Dettes Long Terme : durée de remboursement supérieur à 5 ans*

**Graphique 6**

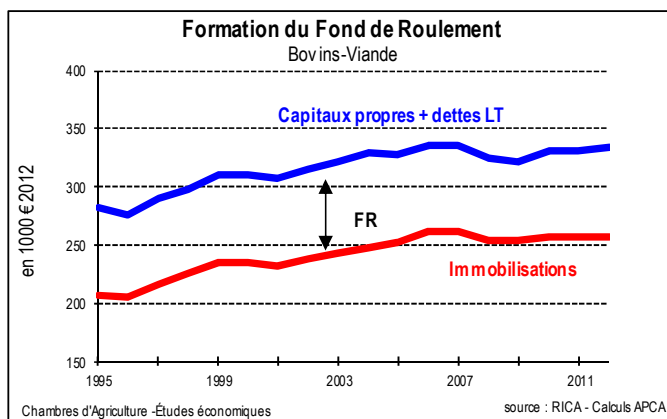


**Endettement maîtrisé (graphique 6)**

Avec un taux d'endettement qui ne dépasse pas 30 %, l'élevage de bovins pour la viande fait partie des secteurs de production agricole les moins endettés. Les deux fortes singularités du secteur : un niveau de capital mobilisé très élevé et un faible endettement global.

*Taux d'endettement : Dettes (long, moyen et court terme) / Total passif*

**Graphique 7**



**Fonds de Roulement moyen de 115 000 € en 2012 (graphique 7)**

Le Fonds de Roulement (FR) est un indicateur de gestion financière important. C'est le solde des ressources à long terme (capitaux permanents : capitaux propres et dettes LT) et des immobilisations (bâtiment, cheptel, foncier, matériel). Pour les éleveurs de bovins viande, ce solde est excédentaire. Cela indique que des ressources financières de long terme sont disponibles pour couvrir les besoins financiers de court terme.

## Les chefs d'exploitation gèrent un capital de plus en plus lourd

L'élevage de bovins viande est une activité qui mobilise un grand volume de capital, en progression continue. La croissance du capital se fait au rythme de l'agrandissement : dans le tableau ci-contre, on voit même que le ratio Capital / UGB a baissé depuis 1995 (ratio qu'il faut prendre avec précaution compte tenu de la sous-évaluation du foncier au bilan des exploitations du RICA). En revanche, le ratio Capital / UTANS augmente ; c'est là une des clés des difficultés des éleveurs de bovins pour la viande. Sur le plan économique, l'agrandissement des exploitations semblent équilibré (Capital/UGB baisse), mais du point de vue du chef d'exploitation, le capital est de plus en plus lourd à gérer individuellement (Capital/UTANS progresse).

Capital : Immobilisations + Besoin de Fonds de Roulement

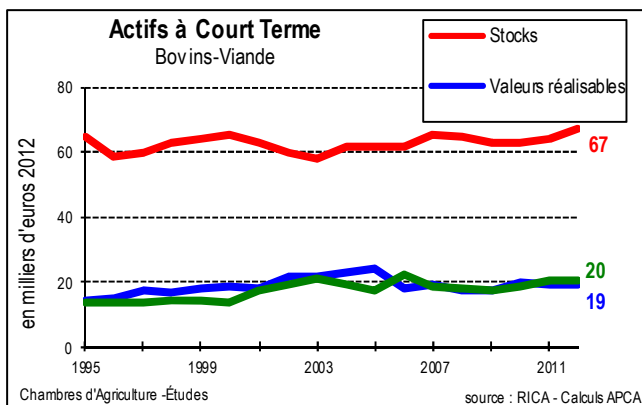
UGB : Unité de Gros Bovin

1000 € 2012	1991	2012	Variation cumulée 2012/1990 (en %)
Capital / UGB	3,6	2,9	-21
Capital / UTANS	199	251	26

Source : SSP-RICA

## Partie 2 - Cycle de court terme, cycle d'exploitation : Le recours à l'emprunt de court terme est limité

Graphique 8

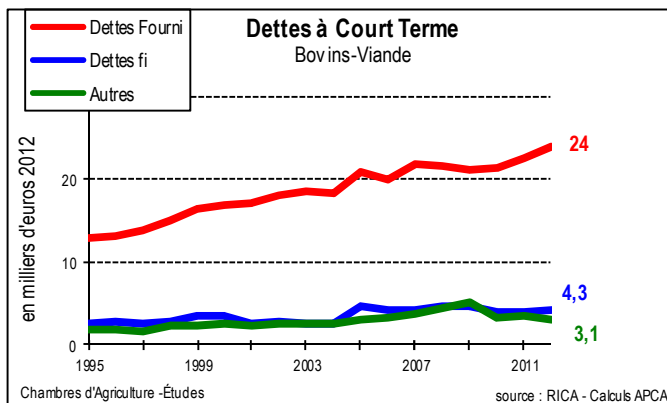


### Les actifs de court terme sont stables (graphique 8)

Le volume d'activité des exploitations progresse à mesure qu'elles s'agrandissent et qu'elles gagnent en productivité. Pourtant, à l'actif du bilan des exploitations, les actifs de court terme mobilisés dans le cycle de production annuel sont stables : les stocks (production et consommations intermédiaires), les créances aux clients et les disponibilités bancaires de court terme des exploitations ne progressent pas.

Valeurs réalisables (sous postes principaux) : avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances clients  
Valeurs disponibles : fonds en caisse et dépôts bancaires

Graphique 9



### Le recours à la dette bancaire de court terme est limitée (graphique 9)

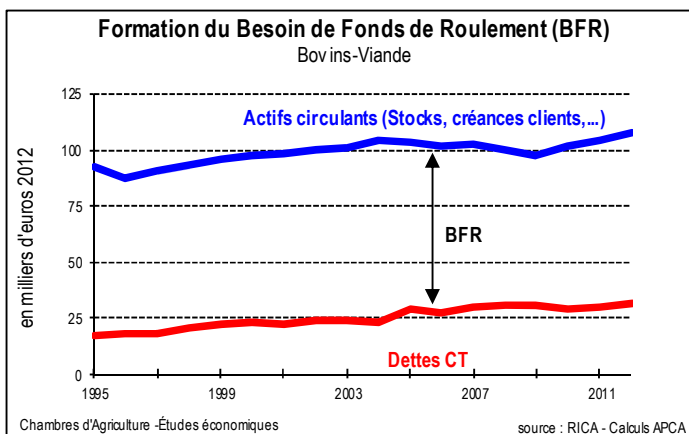
Au passif du bilan, les dettes de court terme ont augmenté. Mais la structure de ces dettes est favorable aux éleveurs. D'une part, les dettes bancaires dont le coût est élevé (taux d'intérêt pratiqué par la banque) sont limitées (4 300 €). Et d'autre part, l'essentiel de la dette de court terme est constitué de dettes vis-à-vis des fournisseurs, ce qui traduit un rapport commercial à l'avantage des éleveurs (leurs fournisseurs leur accordent des facilités de paiement).

### Le Besoin de Fonds de Roulement des éleveurs est de 67 000 € en moyenne en 2012 (graphique 10)

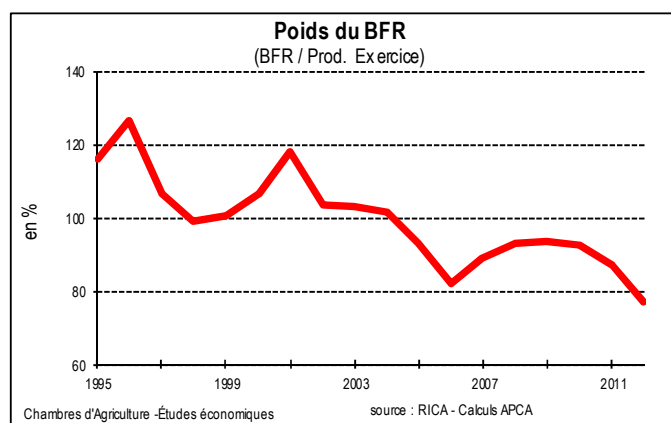
Le Besoin de Fonds de Roulement (BFR) est la différence entre les actifs de court terme (actifs circulants) et les dettes non-financières de court terme. Sur le plan comptable, cela représente les dépenses qu'un éleveur doit engager pour initier le cycle annuel de production sans contrepartie immédiate de paiement (constitution des stocks et production livrée aux clients à crédit) et qui ne sont pas couvertes par les dettes de court terme. Économiquement, le BFR s'interprète comme un investissement d'exploitation ; il s'élevait, en moyenne, à 67 000 €, en 2012, chez les éleveurs de bovins pour la viande.

Besoin de Fonds de Roulement (BFR) = Actif circulant (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) - dettes non financières.

Graphique 10



**Graphique 10**



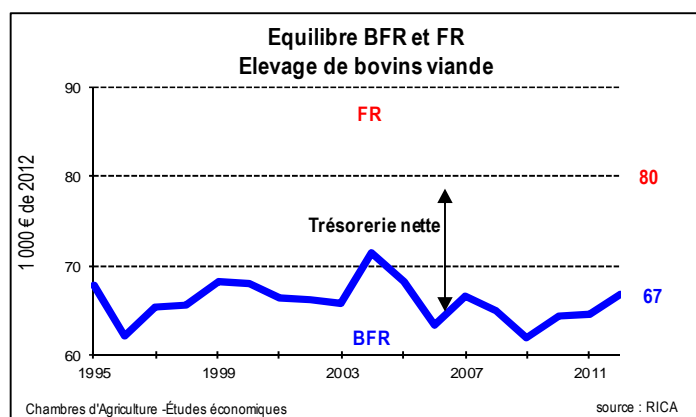
**L'horizon économique des éleveurs est peu lisible à court terme (graphique 10)**

Le ratio BFR/Chiffre d'Affaires est un indicateur important. Dans le cas de l'élevage de bovins pour la viande, son évolution montre :

- d'une part, ce ratio baisse de manière tendancielle. Cela traduit un comportement de plus en plus prudent des éleveurs. Le volume de leur activité progresse mais ils s'efforcent de maintenir leurs stocks, créances clients et dettes de court terme à un niveau plutôt stable,
- d'autre part, ce ratio connaît des oscillations fortes d'une année sur l'autre. Cela s'explique par l'instabilité inter-annuelle des marchés des viandes bovines et des intrants.

*Poids du BFR : BFR / CA. Dans le graphique ci-contre, nous avons utilisé la valeur de la production de l'exercice comme indicateur du Chiffre d'Affaires non renseigné dans les données agrégées du RICA*

**Graphique 11**

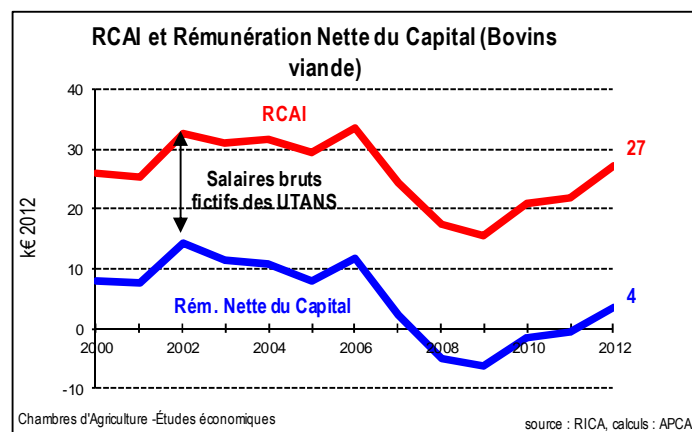


**Le BFR est couvert par des ressources stables (graphique 11)**

On l'a vu dans l'analyse des cycles financiers de long terme, les exploitations dégagent un Fonds de Roulement positif : des ressources stables, des ressources de long terme (capitaux propres, dettes de long terme) sont disponibles pour couvrir les besoins financiers de court terme (mesuré par le BFR). Or, le FR est supérieur au BFR ; autrement dit, les dépenses engagées dans l'investissement d'exploitation (BFR) sont déjà financées avant même que le cycle de production soit initié. C'est un signe de bonne santé financière : non seulement, les ressources financières de long terme de l'exploitation couvrent le financement de ses immobilisations, mais un surplus de ressources se dégage (FR) qui est disponible pour financer les besoins de court terme (BFR). La Trésorerie Nette de l'exploitation est positive ; les exploitations disposent d'un volet de trésorerie important qui leur permet d'amortir les chocs conjoncturels, le cas échéant.

**Partie 3 - rémunération du capital : sur un trend baissier à moyen terme**

**Graphique 12**



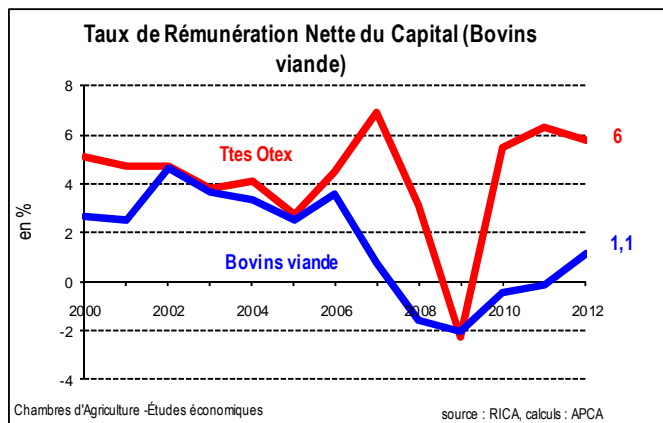
**3 700 € de Rémunération Nette du Capital en 2012 (graphique 12)**

Au sein de leur exploitation, les chefs d'exploitation et co-exploitants ont un double rôle économique. Ils sont propriétaires du capital de l'exploitation et, aussi, fournissent l'essentiel de la main d'œuvre (et particulièrement dans l'élevage bovin viande où le recours à l'emploi salarié est limité). Dans ce contexte, le revenu de l'exploitation (RCAI - Revenu Courant Avant Impôts) peut s'interpréter comme la somme du :

- revenu du capital dont les propriétaires sont, pour partie, les chefs d'exploitations et co-exploitants,
- revenu du travail des actifs non-salariés fourni par les chefs d'exploitation et co-exploitants.



Graphique 13



**Taux de rémunération du capital dans l'élevage de bovins pour la viande : 1,1 % en 2012 (graphique 13)**

En 2012, le taux de Rémunération Nette du Capital s'élevait à 1,1 % : 100 € de capital dégageait 1.1 € de Rémunération Nette du Capital (sur la base de ces indicateurs tels que nous les avons calculés). Durant la crise des années 2008-2010, la Rémunération Nette du Capital a été négative pour l'élevage de bovins pour la viande. Globalement, la RNC de ce secteur est toujours inférieur à la moyenne nationale et dans un trend décroissant sur moyen terme.

Rappelons que ces indicateurs sont construits avec des conventions qui peuvent être discutées (rémunération des actifs non salariés sur la base d'un SMIC, calcul d'un indicateur de revenu du capital avec le RCAI et non l'EBE ou l'ENE comme il l'est fait dans la littérature économique) et des évaluations perfectibles (sous évaluation du foncier dans les bilans des exploitations du RICA).

**Mesure de la rémunération nette du capital**

Sur la question de la rémunération du capital que nous abordons ici, il apparaît que le RCAI peut être un bon indicateur de ce revenu du capital. Mais pour cela, il faut lui retirer la valeur des salaires bruts fictifs versés aux exploitants et co-exploitants. On obtiendrait, alors, un indicateur de Rémunération Nette du Capital. Pour calculer les charges de personnel fictives liées aux actifs non salariés, nous avons affecté à chaque actif non-salarié, un salaire net équivalent à un SMIC net, au pro-rata de leur volume de travail. Puis nous avons ajouté à ce salaire net, les cotisations versées par les chefs d'exploitations pour leur couverture sociale (qui est renseignée dans les données du RICA).

Pour l'année 2012, cela donne :

Salaire Net : 1 x SMIC = 1 x 13 300 €

Charges salariales nettes : 13 300 x 1,3 UTANS = 17 000 €

Charges salariales brutes : 17 000 € + 6 400 € (cotisations sociales de l'exploitant) = 23 400 €

Dès lors, la Rémunération Nette du Capital (RNC) :

RCAI : 27 100 € - Charges de personnels des actifs non salariés : 23 400 € net en 2012) = RNC : 3 700 €

Après rémunération du travail des actifs non salariés (sur la base d'un SMIC), la Rémunération Nette du Capital est de 3 700 € en 2012... Elle a été négative en 2008, 2009, 2010 et 2011. Économiquement, la Rémunération Nette du Capital que l'on a calculée peut s'interpréter comme une rémunération du capital après renouvellement du capital productif à l'identique (puisque'elle est nette d'amortissements). Soulignons que la rémunération des exploitants et co-exploitants sur la base d'un SMIC est une convention de calcul ; ce n'est pas une hypothèse quant à la rémunération des actifs non salariés. Dernier point : il est d'usage de mesurer la rémunération du capital d'une entreprise sur la base de l'excédent brut (ou net) d'exploitation mais le choix a été fait de nous fonder sur le RCAI, plus proche de la notion de revenu.

**Partie 4 - Focus sur les jeunes : un début de carrière sous tension (tableau 4)**

Au début de leur carrière, les jeunes (moins de 40 ans) sont dans une situation économique plus tendue que celle de leurs aînés :

- ils mobilisent, individuellement, plus de capital,
- ils sont plus endettés,
- leurs revenus sont légèrement supérieurs aux revenus médians du secteur mais, *in fine*, la rémunération de leur capital (Excédent Brut d'Exploitation / Capital) est en dessous de la valeur médiane.

Pour distinguer les résultats par classe d'âge, nous avons dû travailler sur les micro-données du RICA (ensemble des valeurs de l'échantillon) et non sur la moyenne. Pour réduire l'effet des valeurs extrêmes, nous avons calculé les médianes de l'échantillon du RICA et non les moyennes ; cela a induit des valeurs inférieures à la moyenne. Pour mémoire, la médiane est la valeur qui partage une population en deux (50 % de la population ont plus que cette valeur, 50 % ont moins).

Tableau 4

	Capital / UTANS (1 000 € de 2012)		Taux d'endettement		RCAI par UTANS (1 000 € de 2012)		EBE / Capital (%)	
	2000	2012	2000	2012	2000	2012	2000	2012
Moins de 40 ans	225	268	33	38	18	20	17	14
De 41 à 55 ans	219	238	20	24	19	18	17	15
De 56 à 70 ans	158	196	9	16	18	21	20	16
Ensemble	220	238	22	24	18	19	17	15

## Méthodologie

### 1 - Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

Chaque année, le RICA publie les comptes de résultats et les bilans d'un échantillon de 7 400 exploitations dont la Production Brute Standard (PBS) est supérieure à 25 000 € annuels. La PBS d'une exploitation est la valeur de production qu'elle peut potentiellement dégager au cours d'une année d'activité compte tenu de ses structures (surfaces, cheptels et localisation géographique). Un sous-échantillon de 719 exploitations est représentatif des 33 000 exploitations agricoles spécialisées dans l'élevage de bovins pour la viande (OTEX 46 : "Bovins viande", source : Recensement agricole 2010). Une exploitation appartient à l'OTEX 46, si les trois quarts de sa PBS sont tirés de la production de bovins pour la viande. Les données de structure du sous échantillon sont présentés dans le tableau 1.

### 2 - Analyse financière

L'analyse financière conduite dans ce document porte sur le bilan des exploitations en trois points :

- cycle long de l'activité, cycle d'accumulation : investissement, endettement et accumulation du capital ;
- cycle court de l'activité, cycle d'exploitation : financement de l'activité à court terme, équilibres/déséquilibres entre dettes vis-à-vis des fournisseurs, créances des clients, stocks, disponibilité de trésorerie ;
- rémunération du capital.

L'analyse vise à répondre aux questions que se posent les différents détenteurs (possibles) des capitaux d'une exploitation :

- celles de l'investisseur : est-il profitable de prendre part au capital d'une exploitation agricole ?
- celles du banquier : est-il raisonnable de faire des prêts aux agriculteurs ?
- celles du chef d'exploitation : la croissance de l'exploitation est-elle durable et permet-elle une transmission sans risque ?

Nous avons utilisé les valeurs moyennes des actifs et des passifs au bilan des 719 exploitations du sous-échantillon des exploitations de l'OTEX 46 (tableau 2). Ces valeurs moyennes peuvent s'interpréter comme les indicateurs comptables d'une exploitation fictive représentative des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins pour la viande.

### 3 - Sous évaluation structurelle du foncier dans les bilans des exploitations du RICA

Pour toutes les orientations, pour toutes les classes d'âge, on constate une baisse de la valeur moyenne du foncier dans le bilan des exploitations sur la période étudiée (1995-2012). C'est en contradiction avec d'une part, le processus d'agrandissement des exploitations, notamment en foncier, et d'autre part, la hausse continue du prix des terres agricoles depuis plus de quinze ans. Cela s'explique par deux points méthodologiques :

- les actifs au bilan des exploitations sont enregistrés aux prix d'acquisition. Des terres achetées en 2000 sont valorisées aux prix de 2000 dans les bilans de 2012. Or entre 2000 et 2012, le prix des terres a augmenté de 40 % (prix déflatés par le prix du PIB, source : FNSAFER). De fait, il y a une sous évaluation des terres qui sont en propriété de l'exploitation depuis plus d'un an ;

- le foncier au bilan des exploitations représente les terres en propriété de l'exploitation. Le foncier que possède à titre individuel les exploitants et co-exploitants, mis à disposition de l'exploitation n'entre pas dans le bilan de l'exploitation. Ces terres font parti du patrimoine économique des exploitations mais n'apparaissent pas dans leur bilan. C'est la deuxième cause de sous-estimation du foncier du bilan des exploitations du RICA.

Dans notre analyse, le choix a été fait de garder les valeurs du foncier telles qu'elles apparaissent dans le bilan des exploitations. D'autres choix méthodologiques étaient possibles.

Tableau 2

<b>Bilan d'une exploitation bovins viande (moyenne, RICA, 2012)</b>			
<b>Actif</b>		<b>Passif</b>	
<b>Actif immobilisé (k€)</b>	<b>257</b>	<b>Capitaux permanents (k€)</b>	<b>334</b>
Foncier (k€)	46	* Capitaux propres (k€) :	257
		capital social initial, résultat annuel, bénéfices des années précédentes mis en réserve, subventions d'inv.	
<b>LT, MT - Cycle long - Cycle d'accumulation</b>			
Constructions (k€)	47		
Matériel (k€)	49		
Animx reproducteurs (k€)	108	* Dettes à long ou moyen terme (à plus d'un an) (k€)	77
<b>CT - Cycle court - Cycle d'exploitation</b>	<b>Actif circulant (k€)</b>	<b>Dettes à court terme (CT) (k€)</b>	<b>31</b>
	Stocks et en-cours (k€)	Comptes de tiers (k€)	24
	Valeurs réalisables : créances clients (k€)		
	19		
<b>Trésorerie</b>	Valeurs disponibles (k€)	Dettes financières CT à moins d'un an (k€)	4
	21		
	<b>Total Actif (k€)</b>	<b>Total Passif (k€)</b>	<b>366</b>
	<b>366</b>		

Source : RICA - Calculs APCA

Tableau 1

<b>Indicateur</b>	<b>1990</b>	<b>2012</b>
Nombre d'exploitations dans échantillon	566	719
Nombre d'exploitations représentées	33 362	33 098
Surface agricole utile (SAU) (ha)	64	105
Effectifs animaux (UGB)	73	112
UGB bovins par hectare de SFP (UGB/ha)	1	1
Main d'oeuvre totale (UTA)	1	1
Main d'oeuvre non salariée (UTA)	1,4	1,3

Source : RICA - Calculs APCA